

**Arrêté préfectoral n°1122-24-20076
de mise en demeure**

**Société YVES MADELINE
Commune de FLERS**

Le Préfet de l'Orne,
chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2, L.514-5 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 12 janvier 2022 nommant Monsieur Sébastien JALLET, préfet de l'Orne ;
- Vu** le décret du Président de la République du 8 novembre 2023 nommant Monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 autorisant la société YVES MADELINE à exploiter un centre de transit de déchets rue René Prieur à Flers (61), modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires du 15 décembre 2009, 8 août 2011 et 4 janvier 2023 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 23 juillet 2024 transmis à l'exploitant par courriel en date du 13 août 2024, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence de remarques formulées sur par la société YVES MADELINE sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

Considérant que lors de la visite en date du 23 juillet 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter la liste des dispositifs et éléments concourant à la protection des sols et des eaux souterraines. Il n'a pas été en mesure de présenter l'enregistrement de contrôle du vieillissement de ces dispositifs. L'enrobé en entrée de site (exposé au ruissellement issu de déchets dangereux entreposés sans rétention) présente de nombreuses fissures, pouvant conduire à une pollution des sols et des eaux souterraines : non-respect de l'article 14.11 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 susvisé ;

- L'exploitant n'a pas implanté de piézomètres et n'a pas mis en place la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site : non-respect des articles 14.12.1 à 14.12.5 de l'arrêté du 18 avril 2005 susvisé ;
- Une cuve contenant des graisses de curage est stockée sans couverture (ancienne couverture très détériorée, n'assurant plus sa fonction) : non-respect de l'article 3 de l'arrêté complémentaire du 8 août 2011 susvisé ;
- Lors de l'inspection, il a été constaté que la jauge de niveau de la cuve verticale de 5 m³ contenant des eaux souillées aux hydrocarbures était bloqué en position « cuve pleine » alors que celle-ci était vide à 80 % : non-respect de l'article 18-4 de l'arrêté complémentaire du 8 août 2011 susvisé ;

Considérant les risques accrus d'accident et les défauts de maîtrise des impacts environnementaux liés à l'activité du site du fait des non-conformités mises en évidence ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société YVES MADELINE de respecter les dispositions réglementaires applicables à ses installations ;

Considérant l'absence de remarques formulées sur par la société YVES MADELINE sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Protection des surfaces

La société YVES MADELINE, exploitant une installation de transit de déchets rue René Prieur à Flers sous le numéro SIRET 311 127 195 00056, ci-après désigné l'exploitant, est mise en demeure de respecter dans un délai de six mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Article 14.11 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 modifié susvisé :

« L'ensemble des dispositifs et éléments concourant à la protection des sols et des eaux souterraines (réentions, revêtements de surface extérieurs et intérieurs, réseaux enterrés et canalisations, regards, séparateurs/débourbeurs...) doit faire l'objet de contrôles périodiques visant à vérifier leur niveau de vieillissement, leur intégrité et leur capacité à assurer l'isolement des sols et des eaux souterraines. Une liste de ces dispositifs et éléments est établie par l'exploitant, chaque élément est vérifié tous les trois ans au minimum. Les résultats détaillés de ces contrôles sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Toute dégradation d'un dispositif ou élément constatée dans le cadre de ces contrôles doit faire l'objet d'actions correctives, dans un délai maximum de six mois après le contrôle. »

Cet article sera considéré comme respecté lorsque l'exploitant aura mis en place et consigné les contrôles périodiques des dispositifs mentionnés (au minimum un contrôle périodique pour chaque équipement) et qu'il aura réalisé la réfection de l'enrobé en entrée de site.

Article 2 : Surveillance des eaux souterraines

La société YVES MADELINE est mise en demeure de respecter dans un délai de six mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Articles 14.12.1 à 14.12.4 de l'arrêté du 18 avril 2005 modifié susvisé :

« Article 14.12.1 - Analyses Les échantillons sont prélevés, conservés, manipulés et analysés en respectant les méthodes de référence indiquées à l'annexe de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé. Les campagnes de prélèvement sont réalisées dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur (norme NF X 31-615). Les fiches de prélèvement sont scrupuleusement remplies à chaque campagne de prélèvement en indiquant notamment la profondeur de prélèvement, le temps de purge, le volume purgé, etc. Les analyses sont réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC ou équivalent. Une esquisse piézométrique est réalisée à chaque campagne de prélèvement afin de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines à chaque campagne. Les procédures sont strictement identiques pendant toute la durée de la surveillance, de façon à permettre la comparaison facile entre les différents résultats obtenus et ainsi, de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines. Si, du fait notamment de progrès scientifiques, techniques ou technologiques, des modifications sont apportées à la réalisation de ces différentes procédures, l'exploitant en informe au préalable, pour accord, l'inspection des installations classées en justifiant que ces modifications n'entraînent pas de variation significative des résultats.

Article 14.12.2 - Réseau de surveillance Le réseau de surveillance se compose au minimum de trois piézomètres (un en amont et deux en aval, dont la profondeur et l'emplacement sont déterminés sur la base d'une étude hydrogéologique. L'exploitant veille à l'entretien régulier des piézomètres. Les têtes des piézomètres sont protégées efficacement contre tout risque de pollution ou de destruction (notamment par des véhicules). En cas de cessation d'utilisation d'un piézomètre, le responsable du suivi informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines par ce biais.

Article 14.12.3 - Fréquence La première campagne de surveillance est réalisée au plus tard six mois après notification du présent arrêté, puis la surveillance est exercée à minima une fois tous les deux ans. Les modalités et fréquences de la surveillance des eaux souterraines pourront être revues à tout moment à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 14.12.4 - Paramètres Les paramètres recherchés sur les piézomètres susvisés sont au minimum : (tableau non reproduit). »

Cet article sera considéré comme respecté lorsque l'exploitant aura implanté un réseau de piézomètres pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site et transmis les résultats de la première campagne d'analyses à l'inspection des installations classées.

Article 3 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

La société YVES MADELINE est mise en demeure de respecter dans un délai de six mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 août 2011 susvisé :

« [...]L'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter la contamination des eaux pluviales par leur ruissellement sur les colis ou les cuves de déchets entreposés sur la plate-forme de transit. À cet effet, tous les déchets conditionnés devront impérativement être entreposés sous abri. »

Cet article sera considéré comme respecté lorsque l'exploitant aura rétabli la couverture de la benne de graisse. Les entreposages de déchets dangereux devront également être maintenus sous abri.

Article 4 : Aménagement des réservoirs aériens

La société YVES MADELINE est mise en demeure de respecter dans un délai de six mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes : Article 18.4 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 susvisé :

« Les cuves sont aménagées et positionnées de façon à assurer un transvasement correct et un vidage complet des véhicules. Des dispositifs de mesure de niveau équipent les réservoirs aériens. [...] »

Cet article sera considéré comme respecté lorsque l'exploitant aura réparé la jauge du réservoir vertical de 5m³.

Article 5 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 4 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8 §II du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture de l'Orne pour une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Article 6 :

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Caen.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du Code de justice administrative).

Article 7 :

Le présent arrêté est notifié à la société YVES MADELINE, siège social zone industrielle route de Domfront 61100 FLERS.

Ce dernier sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

Il sera affiché en mairie par les soins du maire de la commune de Flers pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, le maire de la commune de Flers, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le **19 SEP. 2024**

Pour le préfet,
le sous-préfet,
secrétaire général



Yohan BLONDEL